

CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

SOMMAIRE

CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES	1
SOMMAIRE	1
1.1 PREALABLES	1
1.1.1 La démarche environnementale de l'opération	1
1.1.2 Les objectifs du chantier à faibles nuisances	2
1.1.3 Rôles et responsabilités des intervenants	2
1.2 CHANTIER A FAIBLES NUISANCES	3
1.2.1 Collecte et tri des déchets de chantier	3
1.2.2 Suivi des consommations d'énergie et de fluides du chantier	7
1.2.3 Sécurité sur chantier	7
1.2.4 Circulation	8
1.2.5 Nuisances sonores	8
1.2.6 Propreté	9
1.2.7 Pollutions de l'eau, de l'air et du sol	10
1.2.8 Information, formation, charte	11
1.2.9 Protection de la biodiversité et de la végétation	12
1.2.10 Bilan de fin de chantier	12
1.2.11 Application de la Charte	13
1.3 ANNEXE 1 : Bordereaux de suivi des déchets	14
1.4 ANNEXE 2 : Contenu des bennes de tri : INERTES – DIB – DIS	18
1.5 ANNEXE 3 : Logos à utiliser pour les différentes bennes	19
1.6 ANNEXE 4 : Liste des prestataires de service	21

1.1 PRÉALABLES

1.1.1 LA DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE DE L'OPÉRATION

La construction du site scolaire d'Attigny s'inscrit dans une démarche de haute qualité environnementale, sans toutefois rechercher une certification.

La démarche HQE® s'inscrit dans la perspective du « développement durable » qui peut être définie comme « un développement qui satisfait les besoins des populations d'aujourd'hui sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures. » Un bâtiment conçu selon une démarche HQE® est un bâtiment dont les impacts environnementaux sont durablement minimisés et ce, au cours de toutes les phases du cycle de vie, depuis la conception du bâtiment jusqu'à la démolition. En outre, un bâtiment HQE® doit fournir à ses occupants une ambiance confortable et saine.

La performance énergétique constitue une priorité du Maître d'Ouvrage, l'objectif programme étant l'obtention du niveau BBC (hors gymnase et cuisine) soit Cep<-50%Cepref. A raison, la maîtrise d'ouvrage souhaite aussi focaliser son attention sur la maintenance, point fondamental dans un établissement d'enseignement et d'autant plus pour un bâtiment performant thermiquement. La gestion de l'eau est aussi une cible classée prioritaire.

Nous nous sommes attachés à limiter les impacts de cet ouvrage sur l'environnement et à créer des espaces confortables et sains pour les futurs occupants du lieu.

1.1.2 LES OBJECTIFS DU CHANTIER À FAIBLES NUISANCES

Le profil environnemental défini pour cette opération donne le niveau Performant à la cible 3 - chantier à faibles nuisances. Le Maître d'ouvrage souhaite notamment optimiser la gestion de déchets du chantier et atteindre une valorisation maximale.

Dans le cadre du management environnemental d'une opération en démarche environnementale, l'un des objectifs principaux assignés aux entreprises consiste à minimiser les nuisances (bruits, poussières et boues, pollutions de l'air, de l'eau et du sol, perturbations du trafic, etc.) causées par les installations temporaires de chantier sur l'environnement et le voisinage. Pour ce faire, les entreprises se conformeront aux évolutions réglementaires en la matière.

Cette charte « Chantier à faibles nuisances » est rédigée à l'intention des entreprises et de l'ensemble des acteurs intervenant sur le chantier; elle définit les prestations à fournir par toutes les entreprises et précise les conditions d'exécution et les sanctions qui pourraient être imputées.

Partie intégrante des pièces contractuelles du DCE, la présente charte doit être co-signée par l'ensemble des entreprises et leurs sous-traitants éventuels.

1.1.3 RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES INTERVENANTS

LE RÉFÉRENT HQE® DU CHANTIER

Lors de l'organisation du chantier, un référent HQE® du chantier doit être nommé : il aura pour rôle de coordonner la démarche environnementale sur ce chantier. Il sera notamment en charge de :

- L'information, la formation et la sensibilisation de chaque intervenant relativement aux objectifs environnementaux fixés pour cette opération,
- L'information des riverains de la zone,
- Le recueil des doléances de ces derniers,
- Le contrôle des engagements contenus dans la charte :
 - La propreté du chantier,
 - Le non dépassement des niveaux sonores annoncés dans la charte,
 - Le contrôle de la qualité environnementale des matériaux et produits mis en œuvre,
 - L'exécution correcte du tri des déchets sur le chantier. Le référent remettra en outre un bilan mensuel (en m³ ou en kg) de la gestion des déchets avec en annexe les bordereaux de suivi des déchets.
- La tenue d'un classeur spécifiquement HQE® qui centralisera la présente charte signée par l'ensemble des entreprises, le plan d'installation du chantier faisant figurer tous les dispositifs participant à la qualité environnementale du chantier, les comptes-rendus HQE®, les bordereaux de tri des déchets, les agréments de produits HQE®, les relevés de consommation d'eau et d'électricité du chantier.

Cette personne doit être présente au moins deux jours par semaine sur le chantier : elle sera donc nommée au sein de l'entreprise de Gros Œuvre ; une fois le gros œuvre terminé, le référent HQE® sera nommé au sein des entreprises de second œuvre selon leur présence sur le chantier.

NB : Chaque entreprise est responsable d'effectuer le tri à la source de ses propres déchets, et se doit de participer à la propreté du chantier. Le référent HQE de l'entreprise de gros œuvre, ne pourrait être rendu seul responsable des éventuels dysfonctionnements et manquements observés sur le chantier.

LES ENTREPRISES INTERVENANT SUR LE CHANTIER

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont parties prenantes pour l'atteinte des objectifs de propreté du site, du tri des déchets et autres dispositions favorisant le respect de l'environnement. Aussi chaque entreprise doit former et informer ses salariés des démarches à suivre et nommer un référent qui sera chargé de la démarche environnementale au sein de l'entreprise. Chaque entreprise doit établir la liste estimative des déchets produits selon l'avancement du chantier.

Toutes les entreprises s'engagent à réduire leur consommation d'eau et d'énergie à travers des actions de sensibilisation des ouvriers.

Pour ce faire, elles pourront faire appel au référent HQE®, ou encore à TERAQ, cabinet de conseil en démarche environnementale de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Il a défini ses engagements en matière de démarche environnementale de façon claire et il les soutient en attribuant les moyens nécessaires.

Il est tenu au courant régulièrement des actions menées sur le chantier en matière de démarche de qualité environnementale.

LE MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre accompagne le maître d'ouvrage et a un rôle de relais entre ce dernier et les entreprises. En particulier, TERA0, bureau d'études en démarche environnementale de l'équipe de maîtrise d'œuvre, a pour mission le suivi de la démarche respectueuse de l'environnement sur ce chantier.

Il sera présent sur le chantier selon une fréquence d'une réunion tous les mois et veillera à ce que les objectifs cités dans cette présente charte soient respectés. Il fournira un compte-rendu suite à chaque visite et préparera des agréments de produits pour tous les produits impactant l'environnement ou la santé des ouvriers et des futurs occupants ou utilisateurs (d'après les fiches de données de sécurité FDS et les fiches de déclaration environnementales et sanitaires FDES fournies par les entreprises).

LE COORDINATEUR SÉCURITÉ PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)

Il doit être tenu informé des mesures engagées pour ce chantier dans le cadre d'une démarche haute qualité environnementale car il relève de sa mission de faire intégrer certaines préoccupations environnementales telles que les bonnes conditions d'évacuation des déchets, la circulation des véhicules sur le chantier ou la maîtrise du bruit.

1.2 CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

1.2.1 COLLECTE ET TRI DES DÉCHETS DE CHANTIER

GÉNÉRALITÉS

Selon l'article 2 de la loi du 15 juillet 1975, « chaque producteur ou détenteur de déchets est responsable de l'élimination de ses déchets ».

Ici, chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et à leur dépose dans les bennes mises à disposition sur la plate-forme de tri ou à proximité des lieux de travail prévus à cet effet par l'entreprise chargée du lot Gros Œuvre et à la charge du compte prorata.

Pour faciliter le tri des déchets et leur dépose dans les bennes, deux zones de stockage minimum seront prévues :

- une zone de stockage principale située en correspondance de la zone parking public ;
- une zone de stockage secondaire au sud de la parcelle qui sera utilisé pour déposer les déchets du gymnase et de la zone restaurant.

En phase de préparation du chantier, le lot gros-œuvre devra rédiger un plan d'installation de chantier qui indiquera la mise en place de ces zones de stockage des déchets.

Le stockage principal des déchets de chantier se fera sur une plate-forme de tri aménagée et pouvant recevoir les différents conteneurs de collecte. Le nombre et le volume des conteneurs pourront être variables en fonction de l'avancement du chantier et donc de la nature des déchets produits.

En tout état de cause, l'entreprise du lot gros-œuvre sera chargée d'organiser le tri et la séparation au minimum des 5 types de déchets suivants :

- déchets inertes ou assimilés (gravats, carrelages, béton,...),

- déchets industriels banals (autres que les emballages propres),
- déchets de bois,
- déchets d'emballages propres,
- déchets dangereux DIS (pots de peinture, résidus de colles, emballages divers souillés par des produits toxiques, ...).

L'adaptation de positionnement des bennes et l'adaptation de leur taille et volume selon les différentes phases devra répondre aux variations de flux de déchets et sera subordonné à l'accord de la maîtrise d'œuvre et du coordinateur SPS.

La plate-forme de tri sera constituée par une aire de propreté plane de surface suffisante pour permettre à la fois :

- L'entreposage des conteneurs de manière à permettre l'accès sur leurs différents côtés,
- L'accès et les manœuvres des camions procédant à l'enlèvement et à la dépose des conteneurs.

Un éclairage suffisant sera prévu pour permettre l'accès et le fonctionnement de la plate-forme de collecte et tri en période hivernale avant le lever du jour et après la tombée de la nuit. Cet éclairage sera asservi à une horloge crépusculaire avec sonde d'éclairement.

Enfin, le stockage des déchets devra s'effectuer comme suit :

- Les déchets inertes et les déchets métalliques seront mis dans les bennes ouvertes (caisse "multibenne" ou caisson TP, benne bateau, benne avec porte, etc.) dont la hauteur permet la vidange aisée des déchets. Ces bennes pourront être entreposées à même le sol naturel.
- Les déchets de cartons propres, sensibles à l'eau, seront stockés dans une benne fermée avec couvercle ou dans un caisson fermé accessible par les portes arrière (pour des raisons de sécurité et pour éviter le surcoût d'élimination d'eau souillée).
- Les DIS seront stockés dans des conteneurs fermés et étanches afin d'éviter toute pénétration d'eau de pluie et ayant une ventilation pour éviter l'accumulation de gaz inflammables.

L'aire de cantonnement ou base vie devra également disposer de poubelles permettant aux ouvriers de faire le tri sélectif de leurs déchets au quotidien (déchets ménagers des repas d'une part, déchets recyclables d'autre part).

VALORISATION ET SUIVI DE LA GESTION DES DÉCHETS

L'objectif ici visé tente d'atteindre une valorisation maximale, dès lors que les filières existent, soit par réemploi, soit par recyclage, soit par la valorisation matière, soit la valorisation énergétique. Ces différentes méthodes devraient permettre de mettre en application la réglementation qui est d'application depuis le 1er juillet 2002 stipulant que seuls les déchets ultimes seront éliminés en centre d'enfouissement technique.

Les déchets d'emballage, selon le décret n°94-609 du 13 juillet 1994, devront être valorisés, soit dans une installation agréée par la préfecture, soit par le biais d'un intermédiaire exerçant une activité de transport, négoce ou courtage, dûment déclarée auprès du préfet du Département. La cession à un tiers des déchets d'emballage visés par le décret doit nécessairement s'accompagner d'un contrat écrit qui sera joint aux bordereaux de suivi de ces déchets.

Les déchets industriels banals autres que les emballages et non valorisés devront être traités dans les installations conformes (décharges de classe II, incinérateurs aux normes, ...).

Les déchets spéciaux devront être traités dans des installations conformes et en aucun cas mélangés et traités conjointement avec les déchets inertes et les déchets banals. Le transport négoce ou courtage de certains déchets dangereux sont soumis à autorisation.

Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en site de classe III ou assimilés.

Des filières de récupération des déchets du bâtiment sont proposées en annexe. Par ailleurs, puisqu'une filière locale de récupération existe, les déchets métalliques pourront aussi faire l'objet d'un tri sélectif.

100% des déchets d'emballage réglementés seront valorisés.

La part des déchets valorisés par rapport à la masse totale des déchets générés (hormis les déchets d'emballage) sera au minimum de 40%.

► **Gestion des déchets inertes (extrait d'un document ADEME) :**

	Traitement préconisé	Remarques
Terre et matériaux de terrassement	Réutilisation sur place en remblais	Souvent des particuliers utilisent ces matériaux comme remblais
Matériaux minéraux naturels (marbre, grès, ardoise)	Recyclage (fabrication de granulats)	Les installations de recyclage de gravats sont exigeantes sur la qualité des déchets acceptés qui doivent être exempts (ou contenir une fraction très faible) de bois, polystyrène, plâtre...
Béton, ciment	Recyclage (fabrication de granulats)	
Céramique, carrelage	Recyclage (fabrication de granulats)	
Tuile, parpaing, brique	Réutilisation Recyclage (fabrication de granulats)	
Matériaux d'isolation (laine de verre, laine de roche)	Réutilisation Recyclage	

► **Gestion des déchets dangereux (extrait d'un document ADEME):**

Nature du déchet	Traitement préconisé	Remarques
Reste de produits dangereux		
Anticorrosif, adjuvant, ignifugeant, hydrofugeant, antirouille, solvant, diluant, détergeant, peinture, siccatif	Incinération en centre spécialisé	Impact variable selon la nature des substances actives
Emballages souillés de produits dangereux		
Emballages plastiques, (cartouches de mastic, de silicones...)	Valorisation énergétique en cimenterie après broyage. Incinération en centre spécialisé	
Emballage métalliques (pots, bidons...)	Recyclage en aciérie Stockage en CET de classe 1.	Nettoyage en unité spécialisée avant recyclage pour emballage très souillés.
Déchets d'amiante		
Flocage, calorifugeage, poussières, fibres	Stockage en CET de classe 1 vitrification	Précaution à prendre lors de la dépose, conditionnement et étiquetage réglementés

► **Gestion des déchets banals (extrait d'un document ADEME) :**

Nature du déchet	Traitement préconisé	Remarques
Matériaux de construction		
Matériaux à base de gypse (plâtre y compris)	Recyclage (fabrication de gypse).	Possibilité de séparer les plaques de plâtre du doublage en polystyrène par la méthode du fil chauffé.
Plastiques		
Plastiques d'emballage (films, calages...)	Recyclage de certains plastiques si lots homogènes et quantité importantes	Obligation de tri et de valorisation des emballages
Matières plastiques (chutes de PVC ou PE...)	Réemploi Valorisation énergétique dans une unité équipée de traitement des	L'incinération du PVC dégage des vapeurs d'acide chlorhydrique.

	fumées acides	
Restes de polystyrène	Réemploi Valorisation énergétique dans unité équipée de traitement des fumées adapté	Recyclage possible pour les produits propres
Bois et déchets verts		
Bois de construction (solivage, coffrages, réservations...)	Réemploi Valorisation énergétique (incinération dans chaudière bois)	Pour les réservations, possibilité de remplacement du bois par des boîtes en contre-plaqué labélisé ou des cylindres métalliques réutilisables.
Déchets d'emballages (calages, palettes...)	Réutilisation Valorisation énergétique	Obligation de tri et de valorisation des emballages
Déchets verts (haies, arbres...)	compostage	Adresse des plateformes disponibles auprès de l'ADEME
Cartons		
Déchets d'emballage	Recyclage Valorisation énergétique	Obligation de tri et de valorisation des emballages
Métaux		
Fonte, aluminium, cuivre, acier	Recyclage	
Emballages (bidons non souillés)	Recyclage	Obligation de tri et de valorisation des emballages
Verre		
Verre (vitrages non spéciaux ou industriels.)	Recyclage (fabrication de calcin).	

TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS

Durant le chantier et afin d'en conserver une parfaite traçabilité, les entreprises devront fournir au maître d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets :

- Composition et devenir des déchets de travaux
- Tri et gestion des déchets de travaux

100% des bordereaux de gestion des déchets (réglementés et non) mentionnant les destinations des déchets seront récupérés.

SIGNALÉTIQUE

Sur la plate-forme de tri, il sera prévu devant chaque conteneur, un panneau de façade de grande taille. Sur ce panneau figurera en gros caractère le nom générique des déchets, avec en dessous, en moyen caractère, la liste des principaux déchets affectés à ce conteneur et regroupés sous le nom générique: par exemple, nom générique "métaux" et liste "fers à béton", "tuyaux de cuivre", "ossature acier", "profilés aluminium", etc. En plus de ces inscriptions, le panneau disposera également d'une zone "pictogrammes" où seront dessinés ou fixés des échantillons des déchets concernés.

Toute cette signalétique sera relayée dans les vestiaires, réfectoires et en différents points du chantier par des affiches et panneaux rappelant les objectifs et les modalités de tri des déchets de chantier, et elle sera également décrite dans le livret d'accueil.

L'ensemble des pictogrammes nécessaires à cette signalétique, transmis par la Fédération Française du Bâtiment (FFB) est disponible en annexe 3 de ce document.

TRANSPORT DES DÉCHETS

Suivant l'article 8-1 de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, le négoce ou les opérations de courtage des déchets sont soumis soit à l'autorisation de l'autorité administrative soit à déclaration.

Pour le transport des déchets depuis le chantier vers les filières de valorisation ou de mise en CET, l'entreprise devra détenir un bordereau de suivi des déchets indiquant le lieu de chargement et de déchargement des déchets. De plus, depuis le 1er janvier 1999, tout transport de déchets est une activité déclarée en préfecture selon un formulaire-type qui devra également être joint aux bordereaux.

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquette réglementaire;
- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation;
- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Sanctions :

L'entreprise qui par sa faute déclassera une benne devra prendre à sa charge le surcoût de son élimination ou de sa valorisation et se verra attribuer une pénalité de 300 € HT.

En outre, des sanctions pénales (300 à 76 225 € d'amende et/ou 2 mois d'emprisonnement) sont prévues suivant la loi du 13 juillet 1992 et sont applicables à la personne responsable de l'exploitation de l'installation

Les résultats détaillés sur les différents types de déchets et le bilan de leur gestion (récupération, traitement, évacuation) doivent être archivés dans le classeur HQE et être communiqué à TERAQ car ils seront intégrés au bilan de chantier de l'opération.

1.2.2 SUIVI DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE ET DE FLUIDES DU CHANTIER

Afin de réduire les consommations d'eau et d'énergie du chantier des actions de sensibilisation des ouvriers devront être réalisées et un suivi des consommations d'eau et d'énergie pendant le chantier devra être mis en place.

Ce relevé consiste en un relevé de l'ensemble des compteurs réalisé en début de chaque mois: les factures seules ne répondent pas à cette exigence. Les informations relevées devront être intégrées dans le classeur HQE et communiquées à TERAQ. La personne en charge de ce relevé sera le référent environnemental de l'entreprise de Gros Œuvre.

1.2.3 SÉCURITÉ SUR CHANTIER

Sur le chantier, des actions de prévention seront menées régulièrement par les chefs d'équipe auprès des ouvriers. L'objectif de ce chantier sera de "zéro accident de travail".

Le Promoteur impose l'étiquetage des produits. En cas d'utilisation de produits comportant un risque pour l'environnement ou la santé, les entreprises tiendront à disposition en permanence sur le chantier les "fiches de données de sécurité" de chaque produit concerné.

Les produits étiquetés « T », « T+ », « Xn » et « N » sont proscrits, ainsi que les produits étiquetés R20 à R29, R31 à R33, R39, R40, R41, R45 à R49, R60 et R61. Toutefois, une dérogation exceptionnelle pourra être accordée par la maîtrise d'ouvrage, après avis de TERAQ, quand aucune solution alternative n'est envisageable.

T : toxique

T+ : très toxique

Xn : nocif

N : dangereux pour l'environnement.

R20 : nocif par inhalation

R21 : nocif par contact avec la peau

R22 : nocif en cas d'ingestion

R23 : toxique par inhalation

R24 : toxique par contact avec la peau

R31 : au contact d'un acide, dégage un gaz toxique

R32 : au contact d'un acide, dégage un gaz très toxique

R33 : danger d'effets cumulatifs

R39 : danger d'effets irréversibles très graves

R40 : possibilité d'effets irréversibles

R41 : risque de lésions oculaires graves

R45 : peut provoquer le cancer

R46 : peut provoquer des altérations génétiques

héréditaires

R25 : toxique en cas d'ingestion
R26 : très toxique par inhalation
R27 : très toxique par contact avec la peau
R28 : très toxique en cas d'ingestion
R29 : au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques

R47 : peut causer des malformations congénitales
R48 : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée
R49 : peut provoquer le cancer par inhalation
R60 : peut altérer la fertilité
R61 : risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant

Les produits moins nocifs (irritants, Xi, etc.) seront tolérés, sous réserve que toutes les précautions soient prises et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures de produits toxiques ou irritants pendant l'exploitation du bâtiment.

1.2.4 CIRCULATION

Les prescriptions relatives à la sécurité sur la voie publique relèvent de l'application scrupuleuse des réglementations en vigueur. Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires, tant auprès des autorités locales, des concessionnaires, que des riverains et des usagers, visant à assurer que leurs travaux n'induiront pas de perturbations du trafic routier, piéton ou cycliste.

Les échafaudages seront équipés de systèmes de protection réglementaires empêchant toute chute d'objets ou de gravats. Chaque fois que la sécurité le justifie, les échafaudages seront montés sur des éléments de départ modulables permettant la libre circulation des piétons sous l'échafaudage.

Les entreprises se conformeront aux dispositions municipales concernant la signalisation de chantier. Les panneaux seront fixes.

L'aménagement du chantier comprendra obligatoirement une signalisation adaptée pour indiquer l'emplacement de la zone vie, des lieux de stockage, de l'aire de tri, ...

1.2.5 NUISANCES SONORES

Les entreprises ont pour obligation de suivre les réglementations municipales, nationales et européennes relatives au bruit. Celles-ci doivent être prises en considération en ce qui concerne les niveaux de bruit émis par le matériel qui sera utilisé pour ce chantier. Elles fourniront au démarrage du chantier la liste détaillée des engins ou équipements qui seront utilisés (marque, type, niveau sonore, année de construction, ...). Les matériels anciens seront titulaires d'un rapport de vérification périodique attestant du niveau sonore de l'appareil en fonctionnement et sa conformité aux réglementations en vigueur.

Une sensibilisation spécifique à la limitation des nuisances sonores doit être réalisée auprès du personnel de chantier.

Afin de limiter les nuisances sonores du chantier, une planification des tâches bruyantes doit être mise en place et les performances acoustiques suivantes devront être atteintes par les entreprises :

- Le niveau sonore du matériel ne pourra dépasser 80 dB(A) à 10 m de l'engin,
- Limiter les bruits aériens à 75 dB(A) entre 7h00 et 19h00, avec des pics maximaux au niveau de la grue de 85 dB(A),
- L'émergence par rapport aux bruits ambiants ne devra pas dépasser les jours ouvrables, sur la période de référence, pour une durée cumulée d'apparition des bruits de chantier :
 - De plus de 4 heures : 5 dB(A) entre 7h00 et 19h00, 3 dB(A) entre 19h00 et 22h00, 2 dB(A) entre 22h00 et 7h00,
 - De 45 minutes à 4 heures : 6 dB(A) entre 7h00 et 19h00, 4 dB(A) entre 19h00 et 22h00, 3 dB(A) entre 22h00 et 7h00,
 - Du samedi 18h00 au lundi 7h00, les émergences maximales seront les mêmes qu'entre 22h00 et 7h00.

Des mesures pourront être réalisées par la Maîtrise de l'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre. Dans ce cas, un rapport d'évaluation des nuisances sonores sera à chaque fois établi et sera à la disposition des riverains.

Après contrôle de la conformité des différents matériels et engins, il est souhaitable que les entreprises prennent des mesures complémentaires pour augmenter le degré d'insonorisation ou privilégient d'autres solutions, comme par exemple :

- Privilégier le matériel électrique (compresseurs, marteaux piqueurs..) au matériel thermique,
- Utiliser des engins insonorisés,

- Utiliser le serrage à clé pour le matériel de coffrage,
- Réaliser des réservations bien dimensionnées évitant les reprises ultérieures du béton sec au marteau piqueur,
- Utiliser des matériaux prédécoupés en atelier pour limiter les découpes sur le chantier,
- Utiliser du matériel de chantier agréé CE (mars 86),
- Choix de l'implantation de la centrale à béton,
- Gérer le trafic et les horaires du chantier,
- Informer les riverains durant toute la durée du chantier et leur annoncer les phases de travaux les plus bruyantes.

Dès que le contexte du chantier le permet, le branchement au réseau électrique devra être opérationnel pour supprimer le recours à un groupe électrogène.

Sanctions :

Une pénalité de 150 € HT sera imputée à l'entreprise en faute par mesure sonore supérieure à 3 dB(A).
En cas de plaintes, les agents municipaux, conformément au décret du 18 avril 1995, feront directement appliquer la réglementation en vigueur.

Les dispositions appliquées afin de réduire les nuisances ainsi que les éventuelles réclamations des riverains et leur traitement, les moyens d'information mis en œuvre, doivent être communiqués à TERAIO et archivés dans le classeur HQE pour être intégrés dans le bilan qui sera réalisé en fin de chantier.

1.2.6 PROPRETÉ

Un effort particulier doit être demandé aux entreprises pour la propreté du chantier et de ses abords. L'entrepreneur doit assurer une bonne tenue des installations de chantier (baraquements de chantier, matériel, panneaux d'informations et leurs supports, ...). Il veillera à ce que les sols ne soient pas souillés, notamment par les véhicules transportant les déblais et les remblais. Il prendra toutes les dispositions à cet égard. Tout manquement à ces prescriptions peut donner lieu à l'exécution d'office au frais des entreprises défaillantes.

A titre d'exemple, plusieurs précautions peuvent être prises à cet effet :

- Protéger les surfaces et la végétation existante à conserver sur le site,
- Nettoyer régulièrement les zones de travail,
- Collecter les déchets au fur et à mesure,
- Couvrir les bennes afin d'éviter l'envol des déchets légers et des poussières,
- Entretenir la palissade, élément le plus visible du chantier,
- Eviter le développement de dépôts de déchets sauvages et enlever immédiatement toute accumulation de déchets aux abords du chantier,
- Planter les installations de chantier en retrait,
- Prévoir des zones précises pour le stationnement des véhicules des ouvriers,
- Organiser le stockage.

Les aires de circulation non enrobées ou bétonnées et utilisées pendant le chantier seront composées d'une couche d'au moins 30 cm de graves (éventuellement arrosées en période sèche). Elle sera mise en place par le Gros Œuvre et à la charge du compte prorata.

Avant la sortie du chantier, les véhicules devront passer par une aire de nettoyage des roues si cela est nécessaire. Cette aire devra intégrer un dispositif de récupération des effluents. Elle sera mise en place par le Gros Œuvre et à la charge du compte prorata.

Les poussières seront limitées par l'utilisation d'appareils équipés d'aspirateur, par l'arrosage si nécessaire lors des phases de terrassement.

Sanctions :

Toutes les souillures résultant du non respect de ces règles seront nettoyées au frais des entreprises responsables ou directement pris sur le compte prorata.

Le Maître de l'Ouvrage et/ou le maître d'œuvre se réserve le droit de faire modifier tout ou partie des éléments conduisant à nuire à la propreté du chantier.

Les dispositions appliquées afin de réduire les nuisances ainsi que les éventuelles réclamations des riverains et leur traitement, les moyens d'information mis en œuvre doivent être archivés dans le classeur HQE et être communiqués à TERAQ car ces événements seront intégrés dans le bilan de fin de chantier.

1.2.7 POLLUTIONS DE L'EAU, DE L'AIR ET DU SOL

Tout rejet dans le milieu naturel (infiltration dans le sol ou écoulement vers les eaux de surface et souterraines) de produits polluants ou pollués est formellement interdit.

Les principaux fluides polluants utilisés ou générés sur un chantier sont :

- Les huiles de décoffrage utilisées sur les banches à béton,
- Les laitances de béton issues du lavage des bennes ou des centrales à béton,
- Les peintures, solvants, vernis et autres colles utilisés dans les phases de second œuvre,
- Les carburants et lubrifiants utilisés pour les engins de chantier.

Les mesures suivantes devront être impérativement suivies :

- Sensibiliser les compagnons sur les risques de pollution du sol et des eaux et les informer des moyens mis en œuvre sur le chantier pour réduire ces pollutions.
- Réduire les risques liés au stockage : placer les produits liquides polluants sur bac de rétention et sous abri si possible,
- Limiter les écoulements : réaliser les transversements de produits liquides polluants sur bac de rétention et sous abri,
- Prévoir des conteneurs bien identifiés pour récupérer les déchets liquides dangereux,
- Faire traiter les déchets liquides dangereux dans le cadre de filières adaptées (à la charge de l'entreprise du lot Gros Œuvre),
- Choisir des produits et techniques respectueux de l'environnement,
- Réduire le caractère polluant des huiles de décoffrage en utilisant des huiles végétales biodégradables à plus de 70%,
- Réduire les consommations d'huile de décoffrage en mettant en œuvre des techniques d'application économiques (recours à des pulvérisateurs adaptés),
- Récupérer et faire décanter les laitances de béton dans des bacs prévus à cet effet. Collecter la phase solide et la faire traiter avec les déchets inertes de béton propre,
- Eviter de réaliser les vidanges des matériels sur le chantier. En cas de vidange, récupérer les liquides extraits et les faire traiter dans le cadre de filières adaptées,
- Rajout au mortier de pose et de rejointoiement d'un produit anti-sels de manière à limiter la propagation des sulfates et autres sels minéraux,
- Interdiction de brûler les déchets sur chantier (même les cartons et le bois !) ou de les enfouir,
- utilisation d'un bac de décantation pour la récupération des eaux de lavage, avant leur recyclage.



Exemples de bacs de rétention

L'entreprise chargée de Gros Œuvre mettra à disposition l'ensemble des équipements nécessaires à la collecte, au traitement des liquides et effluents, à l'évacuation des produits de décantation et des effluents. Cette entreprise aura également à sa charge la mise en place et la gestion des bacs de récupération réservés aux produits liquides toxiques (peintures, solvants, produits de traitement du bois, etc.).

Le brûlage des matériaux est strictement interdit sur le chantier sauf dans des cas réglementaires ou sanitaires bien spécifiques (bois contaminés par des insectes xylophages : termites...)

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions, et faisant l'objet d'une signalétique spécifique, ainsi que les dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.



Exemple de système automatisé de nettoyage des roues des camions



Exemple de système de traitement complet des laitances de béton

LIMITATION DE LA POLLUTION DE L'AIR LIÉE AUX TRANSPORTS

Les entreprises porteront un soin particulier à sélectionner leurs fournisseurs dans un rayon d'action proche du chantier afin de limiter les longs trajets. Les conducteurs devront de plus être sensibilisés pour ne pas laisser fonctionner leur moteur inutilement.

Les éventuels incidents ou accidents environnementaux intervenant pendant le chantier, ainsi que le traitement des dysfonctionnements et mesures correctives prises doivent être archivés dans le classeur HQE et être communiqués à TERAQ dès qu'un événement est identifié. Ces informations doivent apparaître dans le bilan de fin de chantier.

1.2.8 INFORMATION, FORMATION, CHARTE

SUR LE CHANTIER

Le message à faire passer peut être différencié entre les cadres et les compagnons.

- Pour les cadres, la problématique générale de l'impact du chantier sur l'environnement doit être présentée,
- Pour les compagnons, on doit insister sur les aspects pratiques de la démarche et ses répercussions sur l'organisation du travail. On expliquera en particulier l'organisation de la collecte sélective des déchets, explication qui doit être renforcée par la présentation détaillée de la signalétique mise en place. Les compagnons devront de plus être sensibilisés aux économies d'énergie et d'eau sur le chantier en général et la base vie en particulier.

La charte "Chantier à faibles nuisances" sera signée par chaque conducteur de chantier et par chaque entreprise co-traitante ou sous-traitante.

Un panneau indicateur comportera la carte d'identité du chantier, l'ensemble des informations le concernant et destinées au public. Cette information est réalisée suffisamment tôt afin de préparer les riverains à l'opération. Il indiquera que l'opération est menée selon une démarche de haute qualité environnementale. Il indiquera un numéro d'appel pour les plaintes des riverains.

LIVRET D'ACCUEIL

Rédigé par l'entreprise chargée du lot gros-œuvre, il devra être remis à tous les acteurs présents sur le chantier. Il doit présenter :

- La localisation du chantier, les équipements présents autour du chantier (transport en commun, parkings, locaux de restauration, etc.)
- L'organisation spatiale du chantier (emplacement des bennes à déchets, des cantonnements, les horaires de chantier, etc.)
- Les responsables et leurs fonctions respectives,
- Les actions mises en place sur le chantier et les consignes particulières qui en découlent,
- Les consignes pour la gestion des déchets et des effluents liquides,
- La signification de la signalétique mise en place.

Ce livret devra de plus sensibiliser les compagnons aux économies d'eau et d'énergie sur le chantier.

INFORMATION DES RIVERAINS

- Les tenir informés sur les phases en cours sur le chantier,
- Communiquer les coordonnées des principaux contacts : interlocuteur sur le chantier, représentant du maître d'ouvrage et de la collectivité locale concernée,
- Etre à l'écoute des riverains en prévoyant un numéro d'appel bien visible et une procédure de gestion des plaintes.

1.2.9 PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ ET DE LA VÉGÉTATION

La protection de la diversité biologique passe par la protection des écosystèmes, habitats et l'ensemble des espèces qui maintiennent l'équilibre d'un écosystème.

- Utiliser des produits sanitaires ne créant pas de pollution de la nappe phréatique et ne constituant pas de danger pour la faune et flore environnante et la consommation humaine,
- En cas de déplacement de végétaux, veiller à mettre ces derniers en jauge dans les règles de l'art.
- Protéger les arbres conservés sur le site contre les manœuvres d'engins.

Les éventuels incidents ou accidents environnementaux intervenant pendant le chantier, ainsi que le traitement des dysfonctionnements et mesures correctives prises doivent être archivés dans le classeur HQE et être communiqués à TERAQ dès qu'un événement est identifié. Ces informations doivent apparaître dans le bilan de fin de chantier.

1.2.10 BILAN DE FIN DE CHANTIER

A partir des éléments transmis en phase chantier, TERAQ réalisera en fin de chantier un bilan afin de mesurer les efforts et dispositions environnementales mises en place. Ce bilan doit notamment faire apparaître l'ensemble des éléments situés au niveau Performant de cette cible. Ainsi, il doit contenir les informations concernant :

- Le rappel des objectifs environnementaux du chantier,
- La personne désignée pour relayer les informations environnementales relatives au chantier,
- Les réclamations des riverains et leur traitement, les moyens d'information mis en œuvre,
- Les dispositions appliquées afin de réduire les nuisances,
- Les incidents ou accidents environnementaux intervenus pendant le chantier, ainsi que le traitement des dysfonctionnements,
- Les résultats détaillés sur les différents types de déchets et le bilan de leur gestion (récupération, traitement, évacuation),
- Les éléments mis en place afin de maîtriser les ressources en eau et en énergie et les différentes consommations du chantier.

1.2.11 APPLICATION DE LA CHARTE

Les entreprises intervenant sur ce chantier s'engagent à mettre en œuvre les objectifs de la présente Charte chantier à faibles nuisances dans un esprit de transparence, de confiance et de respect de l'ensemble des intervenants sur cette opération.

La présente charte marque la volonté et l'engagement de tous les acteurs du chantier de s'engager en faveur de l'environnement et du développement durable.

Chacun atteste par sa signature qu'il a pris connaissance de la Charte chantier à faibles nuisances et prend l'engagement de la respecter.

Signature du Maître d'ouvrage :

Signature du Maître d'œuvre :

Signatures des entreprises :

1.3 ANNEXE 1 : Bordereaux de suivi des déchets

BORDEREaux À UTILISER POUR LES DÉCHETS
INERTES ET LES DIB

BORDEREau DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

Déchets banals et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise) :

Raison sociale :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : Fax :	Tél : Fax :
Responsable :	Responsable :

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél : Fax :	
Responsable :	

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2	<input type="checkbox"/> Valorisation matière
	<input type="checkbox"/> Chaufferie bois	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3	<input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)
Autre :			
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U
			capacité
			Taux de remplissage
			1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
		Cachet et visa :

4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

Nom de l'éliminateur :	Adresse de destination (lieu de traitement)	Date :
		Cachet et visa :
	U	Quantité reçue
Qualité du déchet:	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais	
	<input type="checkbox"/> Refus de la benne → Motif	

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise

BORDEREaux À UTILISER POUR LES DIS

BORDEREau DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER
DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

Déchets banals et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise) :

Raison sociale :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : Fax :	Tél : Fax :
Responsable :	Responsable :

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél : Fax :	
Responsable :	

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Chauffage bois	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2 <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3	<input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)		
Autre :					
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	capacité	Taux de remplissage
					1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
		Cachet et visa :

4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

Nom de l'éliminateur :	Adresse de destination (lieu de traitement)	Date :
		Cachet et visa :
	U	Quantité reçue
Qualité du déchet:	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais	
	<input type="checkbox"/> Refus de la benne → Motif	

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° : <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (<i>joindre annexe 1</i>) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (<i>joindre annexe 2</i>) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____		2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (<i>cadres 13 à 19 à remplir</i>) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____ N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : _____	
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : [] [] [] [] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle : _____			
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)			
5. Conditionnement: <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) _____ Nombre de colis : _____			
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s)			
7. Négociant (le cas échéant) N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : _____ Adresse : _____		Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____	
- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -			
8. Collecteur-transporteur N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____		Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ Date de prise en charge : / / Signature : _____ <input type="checkbox"/> Transport multimodal (<i>Cadres 20 et 21 à remplir</i>)	
- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -			
9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau : Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : / /			
- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -			
10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Quantité réelle présentée : _____ tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____ Signataire : _____ Signature et cachet : _____ Date : / /		11. Réalisation de l'opération : Code D/R : _____ Description : _____ Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : _____ Date : / / Signature et cachet : _____	
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) : Traitement prévu (code D/R) : _____ N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____			

L'original du bordereau suit le déchet.



Formulaire CERFA n° 12571 *01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets (suite)

Page n° /

N° du bordereau de rattachement :

- À REMPLIR EN CAS D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE OU DE RECONDITIONNEMENT -

13. Réception dans l'installation d'entreposage ou de reconditionnement N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : Adresse : Quantité présentée : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Date : / / Signature et cachet :	14. Installation de destination prévue N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : Cadre 14 rempli par : <input type="checkbox"/> Émetteur du bordereau (cf cadre 1) <input type="checkbox"/> Installation d'entreposage ou de reconditionnement (cf cadre 13)
15. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) : (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
16. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :	
17. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
18. Collecteur-transporteur après entreposage ou reconditionnement N° SIREN : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé n° : Limite de validité : Département : Mode de transport : Date de la prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
19. Déclaration de l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement : Je soussigné certifie que les renseignements portés ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / / Signature et cachet :	

- À REMPLIR EN CAS DE TRANSPORT MULTIMODAL -

20. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé N° : Limite de validité : Département : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :
21. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé N° : Limite de validité : Département : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :

Ce feuillet n'est à joindre que lorsqu'une des cases est remplie.

1.4 ANNEXE 2 : CONTENU DES BENNES DE TRI : INERTES – DIB – DIS

BENNE "DÉCHETS INERTES"

Type de déchets acceptés:

- béton, briques, tuiles, céramique, verre, mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron, terres et cailloux, laine de roche, laine de verre, verre expansé, déchets de construction en mélange ne contenant pas de substance dangereuse et ne contenant que des déchets minéraux n'évoluant pas chimiquement.

BENNE "DÉCHETS INDUSTRIELS BANALS" (DIB)

Type de déchets acceptés:

-carreaux de plâtre, plaques de plâtre (sans polystyrène), enduit plâtre
-bois (non traités)
-matières plastiques ne contenant pas de substances dangereuses (menuiseries, revêtements de sols, canalisations PVC)
-métaux (y compris leurs alliages): cuivre, bronze, aluminium, plomb, zinc, fer, acier, étain, métaux en mélange et câbles ne contenant pas de substances dangereuses
-matériaux non minéraux d'isolation ne contenant pas de substance dangereuse: polystyrène expansé, polyuréthane
-déchets de construction et de démolition en mélange avec des déchets non minéraux ne contenant pas de substance dangereuse
-déchets de peintures et vernis ne contenant ni solvants organiques ni substances dangereuses
-suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis, ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses
-déchets de colles et mastics ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses
-emballages souillés en papier/carton, en matières plastiques, en bois, métalliques, composites, en verre, textiles et emballages en mélange (ne contenant pas de substances dangereuses)
-absorbants, matériaux fibreux, chiffons d'essuyage et vêtements de protection non contaminés par des substances dangereuses
-piles et accumulateurs: piles alcalines sans mercure et piles et accumulateurs sans plomb, sans nickel, sans cadmium.

BENNE "DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX" (DIS)

Type de déchets acceptés:

-déchets de matériaux de construction et de démolition contenant des substances dangereuses: béton, briques, tuiles, verres et céramiques contenant des substances dangereuses ; bois contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances : traités à la créosote ou aux CCA (cuivre, chrome, arsenic) ou revêtus de peinture au plomb ; mélanges bitumineux contenant du goudron ; goudron et produits goudronnés ; déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses ; terres, cailloux, boues contenant des substances dangereuses (terres polluées) ; tout matériau avec amiante ; matériaux de construction à base de gypse (plâtre) contaminés par des substances dangereuses ; déchets de construction et de démolition contenant du PCB (par exemple mastics, sols à base de résines, condensateurs) ou du mercure ;
-peintures, vernis : déchets et boues provenant de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses; déchets provenant du décapage de tels peintures et vernis ; déchets de décapants de peintures ou vernis ; déchets et boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ; déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ; déchets d'isocyanates
-emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants : emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ou emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (amiante par exemple), absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
-déchets de produits de protection de bois
-huiles et combustibles liquides usagés
-déchets provenant d'équipements électriques et électroniques
-piles et accumulateurs au plomb, Nickel-cadmium, piles contenant du mercure, électrolytes de piles et accumulateurs
-tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure

Les entreprises reprendront autant que possible leurs emballages propres dont la traçabilité devra être assurée.

1.5 ANNEXE 3 : LOGOS À UTILISER POUR LES DIFFÉRENTES BENNES

(logos préconisés par la FFB)

A CHAQUE TYPE DE DECHET SA BENNE
RESPECTER LA SIGNALISATION

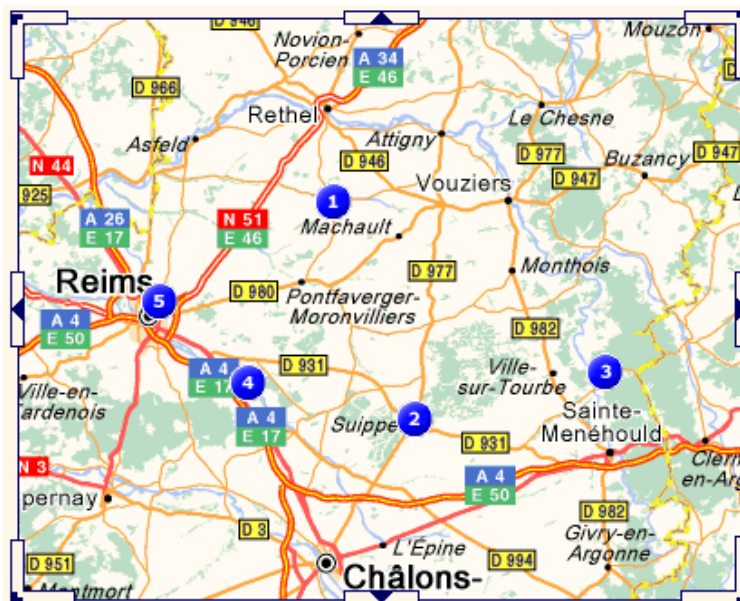




1.6 ANNEXE 4 : LISTE DES PRESTATAIRES DE SERVICE

CENTRES DE RECYCLAGE INERTES

Les 5 centres de recyclage inertes les plus proches d'Attigny sont les suivants :



	Nom du centre et coordonnées	Distance	Déchets acceptés
1	SARL PRIMVERT Voye du Chateau - 08310 JUNIVILLE 06 82 68 57 82	16,88 km	Emballage bois et palette
2	SARL BRAZIER Route de Bussy - 51600 SUIPPES 03 26 70 01 23	38,77 km	Emballage papier-carton Matériau métallique
3	EURL ARGONNE PRODUCTION Zone d'Activité du courru – 51800 VIENNE-LE-CHATEAU 03 26 60 52 10	39,13 km	Bois non traité Emballage plastique
4	MORGAGNI-ZEIMETT 51571 VAL-DE-VESLE 03 26 21 80 60 collot@morgagni.screg.fr	42,41 km	Béton Déchets inertes mélangés Enrobé bitumineux Isolant minéral Terre non polluée Terre végétale Tuile, brique, carrelage Verre plat blanc Verres plats spéciaux
5	FRANCE DEMOLITION 29 rue du buisson Sarrazin - 51450 BETHENY 03 26 06 08 11	43,97 km	Béton Bois non traité Déchets inertes mélangés Emballage bois et palette Emballage papier-carton Emballage plastique Matériau métallique Terre non polluée Tuile, brique, carrelage

CENTRES DE STOCKAGE

Les déchets non valorisables doivent être stockés dans les centres de stockage des déchets ultimes. Il existe trois types de Centre de Stockage des Déchets :

- Classe 1 : déchets industriels dangereux.
- Classe 2 : déchets ménagers et assimilés (DIB).
- Classe 3 : déchets inertes.

Les centres de tri des déchets les plus proches d'Attigny sont :

Centres de stockage de classe 1



Centres de stockage de classe 2



Centres de stockage de classe 3

Version imprimable



Centres de traitement

Nom du centre	Distance	Ville
1 ARCAVI	28,53 km	CHALANDRY-ELAIRE
2 CHAMPENOISE D'ENVIRONNEMENT	43,3 km	BETHENY
3 EDINORD TRANSPORT	50,04 km	TINQUEUX
4 CARRIÈRE DE MONTGRIGNON	67,22 km	BELLEVILLE-SUR-MEUSE
5 DECTRA LAIMONT	79,13 km	LAIMONT

<< Nouvelle recherche


Modifier la recherche

Imprimer

LES PLATES-FORMES DE REGROUPEMENT ET DE TRI DU BTP

Les plates-formes de regroupement de déchets de chantier peuvent constituer une étape relais, permettant le stockage temporaire des déchets et optimiser les coûts logistiques de transport des déchets, notamment dans les zones géographiques éloignées des installations de traitement. Ces sites sont destinés à regrouper les déchets produits d'une manière dispersée, sur un site unique, en attente de transfert par un véhicule de capacité importante vers un centre de traitement ou de stockage.

Version imprimable



Centres de traitement

Nom du centre	Distance	Ville
1 SITA DECTRA	33,83 km	SEDAN
2 ENVIE 2E CHAMPARDENNAISE	43,1 km	REIMS
3 CHAMPENOISE D'ENVIRONNEMENT	43,3 km	BETHENY
4 CHIMIREC VALRECOISE	48,17 km	SAINT-BRICE-COURCELLES
5 SCREG	57,84 km	RECY

<< Nouvelle recherche

Modifier la recherche

Imprimer

Les 5 plates-formes de regroupement et de tri du BTP les plus proches d'Attigny sont :